

Le Congo colonial et postcolonial à travers un survol historique

Beaudoin Dupret

Congo. Une histoire de David Van Reybrouck,

(Titre original : *Congo. Een geschiedenis*, Amsterdam, De Bezige Bij).

Traduit du néerlandais (Belgique) par Isabelle Rosselin. Actes Sud, Arles, 2012,

711 pages¹.

Le livre de David Van Reybrouck est une des premières – sinon la première – tentatives de synthèse de l'histoire coloniale et postcoloniale d'une région au destin pour le moins tragique. Voici quelques repères dans cette histoire mal connue.

L'introduction de *Congo* nous plonge immédiatement dans le style particulier de l'auteur : un petit morceau d'ethnographie à Kinshasa, un entretien avec un témoin de la nuit des temps (il serait né en 1882), la reconstruction du fil de l'histoire d'un pays sans écriture, tout est mobilisé pour reconstruire le puzzle historique, au-delà de ce que la vulgate belge en a raconté. Le premier chapitre s'attache – et ce n'est pas simple – à décrire la situation de ce territoire immense et composite au seuil de la colonisation. Les sources font défaut et la variété s'oppose à une présentation homogène : « Les gens du village où Disasi venait de naître ne savaient peut-être rien des Européens sur la côte ouest, mais ils étaient encore moins au courant, si tant est que ce fût possible, des grands bouleversements qui se produisaient à un millier de kilomètres à l'est ou au nord » (p.49). Ces bouleversements, c'est le développement du commerce des esclaves et de l'ivoire, avec Zanzibar pour plaque tournante. Les caravanes de Tippu Tip et Msiri pénétraient profondément dans la forêt équatoriale, pendant que les expéditions de Stanley permettaient de dresser la carte du continent et d'asseoir les ambitions du roi Léopold II. Ambiguïtés des personnes, grand jeu des puissances européennes, appât du gain, exploitation des gens et des ressources, tout était en place pour radicalement transformer le pays et ses peuples.

Pendant vingt ans, le Congo fut une possession du roi des Belges, qui en avait fait son rêve personnel. C'était un Etat indépendant, au sens où il ne releva pas de la puissance tutélaire belge avant sa transformation en colonie, le 15 novembre 1908. Ce qui n'empêcha bien sûr pas les « Blancs » de sillonner le pays pour asseoir l'autorité du souverain, avec tout ce que cela put avoir d'extraordinaire pour des populations qui, jusqu'alors, vivaient largement en autarcie. Technologie, habillement, armes, langues, évangélisation apparurent dans le sillage des explorateurs. De même que le capitalisme sauvage qui ne visait qu'à drainer les ressources naturelles – dont le caoutchouc – vers le continent européen en plein essor industriel. Deux processus se développèrent donc en parallèle : l'exploitation économique et la mission « civilisatrice ». Pour différentes raisons, toutefois, l'opération s'avéra ruineuse pour Léopold II, ce qui l'amena à revenir sur les engagements pris lors de la conférence de Berlin. Le pays fut alors mis en coupe réglée et « cela se traduisait par un régime de terreur généralisé » (p.109) dans lequel l'indigène n'avait même plus la valeur marchande d'un esclave. Les horreurs de l'Etat indépendant finirent par être connues et faire scandale, au point de faire dire par un juriste bruxellois : « La vérité est que l'Etat du Congo n'est point un Etat colonisateur, que c'est à peine un Etat : c'est une entreprise financière. [...] La colonie n'a été administrée ni dans l'intérêt des indigènes, ni même dans l'intérêt économique de la Belgique : procurer au Roi-Souverain un maximum de ressources, tel a été le ressort de l'activité gouvernementale » (p.117-118).

L'avènement du Congo belge ne fut pas ce « long fleuve tranquille » vanté dans les cénacles de Bruxelles, même s'il mit fin à « cette immonde saloperie » qu'était l'Etat indépendant. Son histoire s'avère complexe, souvent difficile, parfois douloureuse. Ce fut en tout cas le temps d'une conception paternaliste qui prétendait amener le pays et ses populations « à maturité ». Il reste que la métropole prit son travail de colonisateur au sérieux. Le pouvoir devint très administratif et centralisé, mais en Belgique, non sur place, avec les tensions qu'on imagine avec les coloniaux et, naturellement, sans aucune consultation des habitants. La colonisation fut aussi scientifique, avec des projets de planification, de médicalisation, de constitution d'un savoir anthropologique. Ce dernier produisit des résultats paradoxaux, entre la première documentation systématique des cultures indigènes et la cristallisation performative de la notion de race, qui fut soudain considérée « comme une notion absolue » (p.131).

Les grands bouleversements de la première décennie du Congo belge se prolongèrent et s'accrochèrent durant l'entre-deux-guerres et menèrent inexorablement à l'indépendance, sans pour autant que personne ne l'ait vraiment anticipée. « L'activité industrielle devint de plus en plus intensive. Les gens furent de plus en plus

nombreux à quitter leur village et à occuper un emploi salarié. Les premières villes virent le jour. Les tribus s'y mélangeaient ... En milieu rural, le temps ne s'était pas arrêté non plus. Le système de cultures agricoles obligatoires ... fut généralisé. Les postes missionnaires renforcèrent leur emprise sur l'âme de la population. Des écoles et des hôpitaux furent construits dans des endroits reculés » (p.161). Le paternalisme et la bonne conscience présidèrent à tout ce processus, inconscient du ressentiment croissant de la population indigène. L'impression de tranquillité qui se dégage de cette période tient à l'absence de grands soulèvements, qui tint sans doute à une certaine prospérité, mais surtout à « l'arsenal savamment pensé de stratégies que la Trinité coloniale appliquait pour contrôler, discipliner et au besoin sanctionner la population. Il n'a jamais été question d'un plan global élaboré en commun mais, dans la pratique, l'Eglise, l'Etat et le grand capital allaient souvent dans la même direction » (p.189).

Vinrent ensuite la Seconde Guerre mondiale et le calme trompeur qui s'ensuivit. Encore une fois, la participation de Congolais à l'effort de guerre contribua grandement à une prise de conscience de la relation totalement déséquilibrée et asymétrique unissant la colonie et sa « métropole ». Les richesses du Congo suscitérent aussi d'autant plus de convoitises que le conflit était grand consommateur de matières premières. En même temps, l'approvisionnement du pays se compliqua, mettant au chômage les travailleurs de l'industrie naissante, ce qui favorisa l'éclatement de lourds conflits sociaux et leur répression impitoyable, le tout dans une atmosphère croissante de suspicion, de rumeurs, de peurs refoulées et détournées. A la fin de la guerre, les anciens combattants rentrèrent : « Plus expérimentés, ils ne se laissaient pas aussi facilement impressionner par le régime colonial du Congo belge. ... Le pouvoir blanc était subtilement défié. Le rapport de force s'était modifié. Beaucoup de Congolais étaient parfaitement conscients que la colonie s'était révélée plus forte que la métropole. » (p.223). La vie reprit cependant sous une forme de normalité. « Il régnait une curieuse quiétude » (p.224). Le processus d'acculturation d'une génération plus jeune de Congolais était en cours, avec tout ce que cela pouvait avoir de paradoxal, entre la duplication des mœurs du colonisateur et l'accession à ce que le monde occidental avait d'enviable et confortable. On croyait ce milieu dit des « évolués » inoffensif, loyal, arrimé à l'ascenseur social de la colonisation. C'est pourtant au sein de celui-ci que la bombe éclata. « Les évolués souhaitaient un statut spécial leur accordant une place exceptionnelle » (p.240) qui mit bien trop de temps à leur être accordé et de manière bien trop timide. Comme toujours, le pouvoir colonial était incapable de prendre des décisions fortes et courageuses ; il préférait les demi-mesures. En 1955, le roi Baudouin visita le Congo. Ce fut un succès éclatant, dernier épisode du trompe-l'œil qui n'allait plus durer que cinq années.

La décolonisation n'a en effet pas seulement opposé des Congolais aux Belges, mais des Congolais à des Congolais (« évolués », religieux, militaires, ouvriers, paysans, Bas-Congo, Kivu, Kasai, etc.), des Belges à des Belges (colonie, métropole, libéraux, catholiques, socialistes, Eglise, monarchie, fonctionnaires, planteurs, missionnaires, etc.), et des Congolais et Belges au reste du monde (URSS, Etats-Unis, Nations Unies, Ghana, Inde, Egypte, etc.). Par un effet d'engrenages surprenant, les manifestes répondirent aux tracts, les déclarations aux manifestes, pour aboutir à l'exigence d'une indépendance quasi immédiate. Pour faire face à cela, Bruxelles instaura des formes de participation politique des populations congolaises et crut voir dans leur succès l'indication de ce que sa perspective gradualiste était la bonne. Au contraire, elles avivèrent les troubles, et ce n'est pas l'entreprise de l'Exposition universelle de 1958, qui était censé montrer la civilisation en marche, qui l'enraya. Les partis politiques se multiplièrent, les figures charismatiques (mais pas toujours avisées) aussi, à l'image de Patrice Lumumba. Dès ce moment, les choses s'emballèrent, résultat d'« une escalade symétrique entre les autorités coloniales et les partis politiques qui se livraient entre eux à une surenchère symbolique » (p.278). La Table ronde de Bruxelles, fin 1959, entérina l'inéluctable, à savoir l'indépendance, mais en bâclant complètement les modalités. Les Congolais voulaient le succès politique immédiat ; les Belges cherchaient à préserver la rente économique à long terme. Le 30 juin 1960 fut déclaré jour de l'Indépendance. Que s'était-il passé ? Personne ne peut vraiment le dire, mais ce fut l'euphorie pour les uns, le début de l'exode pour les autres. Fin mai 1960, les élections nationales eurent lieu. Le résultat consacra Lumumba et les partis régionaux, sans aucune majorité absolue. Le 23 juin, le premier gouvernement vit le jour, avec Lumumba comme Premier ministre et Kasavubu comme Président, après d'âpres tractations où tous les clivages futurs se retrouvaient déjà. Le gouvernement héritait d'un pays doté d'une infrastructure bien développée, mais d'un manque terrible de cadres.

La lutte pour le trône de la nouvelle république pouvait commencer. Ses péripéties sont nombreuses, la période fut chaotique, violente, sanglante même. Lumumba, Tshombe, Kasavubu et Mobutu en furent les principales figures. Le premier fut enlevé et assassiné ; le deuxième, maître du Katanga, zone où se concentrent les principales richesses minières, fut le parrain de cette mise à mort, qui n'en était pas moins souhaitée ardemment par la Belgique, les Nations Unies et les Etats-Unis aussi. Le Katanga fit ensuite sécession et l'ONU lança ainsi une de ses premières interventions d'envergure pour y mettre fin. Tshombe fut banni, puis il revint, mais du côté du pouvoir central cette fois. Avec ses gendarmes katangais, il aida à la répression d'une rébellion à

laquelle participa Che Guevara, ainsi qu'un personnage qui allait revenir à l'avant de la scène près de quarante ans plus tard, Laurent-Désiré Kabila. Le troisième personnage, Kasavubu, le premier Président du Congo indépendant, installa Tshombe au poste de premier ministre, après la victoire de celui-ci aux élections de 1965, avant de le destituer, par crainte de la popularité immense de ce dernier. Et pendant ce temps Mobutu œuvrait en coulisse à partir de son poste de chef des forces armées, pour prendre le pouvoir. Ce qu'il réussit, sans coup férir, le 24 novembre 1965.

« Les dix premières années des trente ans de règne de Mobutu furent une période d'espoir, d'attentes et de renouveau » (p.361). Appuyé sur un cours élevé du cuivre et d'autres matières premières, Mobutu put engager le pays sur la voie de l'affranchissement, culturel avant tout. C'est ainsi que les noms, la toponymie, la monnaie furent rebaptisés. La télévision nationale fut créée et devint un instrument essentiel de développement. En matière politique, toutefois, le prix fut élevé : répression de l'opposition, régime de parti unique, éliminations sommaires, propagande généralisée. On pouvait se faire tuer pour le port d'une cravate, assimilée à une tenue coloniale. Le régime prônait une politique de « retour à l'authenticité », ce qui avait pour objectif d'asseoir la domination sur la population et aussi de briser l'Eglise. Les germes de la dérive des deux décennies suivantes s'instillaient dans le corps politique et social. Ce fut aussi le temps de la folie des grandeurs, celui des redistributions massives, au risque de faire périr toute l'économie. Du jour au lendemain, tous ceux qui faisaient vivre celle-ci furent privés de leur entreprise ou exploitation, au profit d'un propriétaire parachuté et sans compétences. Après les redistributions, ce fut le moment de la nationalisation, avec des conséquences pires encore. La « zaïrianisation » fit augmenter le chômage, multiplia l'inflation. Et le cours des valeurs premières s'effondra, ce qui fit disparaître la manne céleste et paracheva la catastrophe. Plutôt que de suivre le slogan de « toujours servir » le pays, le principe commun fut de « toujours se servir », dans la caisse.

Les deux décennies suivantes furent celles de la désillusion, puis de l'agonie. Toujours plus enfermé dans l'isolement de son pouvoir népotique, Mobutu perdit tout sens de la réalité, ne fit qu'aggraver les tares du système, sombra corps et âme dans la folie du satrape qu'il était devenu. « Le Zaïre tomba malade. L'origine la plus profonde de la maladie était le manque de moyens financiers (dû à la crise du cuivre, à la crise du pétrole, à l'échec de la zaïrianisation et à la politique grotesque de dépenses), et ses pires symptômes étaient l'effondrement de l'Etat et la généralisation de la corruption » (p.399). Ce fut l'armée qui fut la première à être touchée, alors que les menaces étaient nombreuses aux frontières, comme celle des anciens gendarmes katangais qui s'emparèrent de Kolwezi, en 1978. Mobutu ne dut son salut qu'à des interventions étrangères et, ce faisant, il accrut sa dépendance, entre autre financière. Le pays entra dans une spirale inflationniste qu'aucun plan du FMI ne parvint jamais à enrayer. Ce furent des années de dérive. « Un véritable régime de terreur s'instaura. L'arbitraire régnait en maître et il était impossible de tenter d'y opposer la moindre résistance » (p.415). Socialement et économiquement, le peuple zaïrois s'enfonça dans la misère, le principe de base étant : « Débrouillez-vous ! » En espérant sauver sa mise, le Président s'engagea dans un processus de démocratisation, qui aboutit à la constitution de deux pôles, présidentiel d'un côté, autour de l'UDPS de Tshisekedi, de l'autre. Une conférence nationale fut organisée, qui visait à assurer le passage d'une deuxième à une troisième république. Elle se transforma en « Grand Chapardage » (p.429), la population se joignant à la soldatesque pour s'adonner à l'activité favorite des politiciens, le pillage de tout ce qui avait un peu de valeur. Elle aboutit néanmoins, après de nombreuses péripéties, à l'élection d'une assemblée véritablement souveraine et démocratique. Elle désigna Tshisekedi comme Premier ministre. « L'élan démocratique ne semblait plus devoir s'interrompre. Pourtant, c'est ce qui arriva » (p.435). La transition fut catastrophique et l'opposition, au pouvoir à présent, ne brilla pas par son efficacité, que du contraire. Les maux de la deuxième république ne firent que s'aggraver sous la troisième. Le pays ne cessa de se décomposer toujours davantage. Les tensions ethniques s'avivèrent, posant les jalons du cauchemar encore à venir. D'autant qu'aux frontières se jouait un des grands drames du vingtième siècle, le génocide rwandais, qui créa une zone de conflit et d'instabilité permanents au cœur même du pays. Pour réduire la menace que constituaient les camps de réfugiés et la domination qu'y exerçaient les milices hutus qu'il venait de chasser du pouvoir à Kigali, Paul Kagame, le nouveau président rwandais, passa à l'action armée, sous couvert de Tutsis zaïrois discriminés et d'autres rebelles, comme Laurent-Désiré Kabila, dont l'opposition au régime de Mobutu s'apparentait plutôt à de l'activité mafieuse et criminelle. Kagame ne voulait rien moins que le départ de Mobutu, outre la purge des camps frontaliers. Il aida à la fondation de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL), qui, forte du soutien de la population et des Etats-Unis, entreprit de conquérir, une à une, toutes les villes, pour finalement enlever Kinshasa, le 17 mai 1997. Ce jour-là, « Kabila s'autoproclama nouveau chef d'Etat d'un nouveau pays, la République démocratique du Congo » (p.461).

C'est sans doute le plus grand conflit oublié du monde que cette Grande guerre africaine, qui martyrise l'Afrique centrale entre 1997 et 2002, et dont les soubresauts se poursuivent sans discontinuer jusqu'aujourd'hui. Monstruosité en continu, dont les mutilations, les viols, les rapt, les assassinats sauvages, les pillages, les mises

en coupe réglée et les abus les plus épouvantables sont le lot quotidien. Le récit d'une guerre n'a pas grand intérêt, sinon faire ressortir le martyr d'une population. Et peut-être aussi, à un niveau politique et économique, de pointer du doigt ceux qui en sont les instigateurs, les profiteurs et les victimes. La Grande guerre africaine, c'est une suite ininterrompue d'horreurs, où les victimes se transforment souvent en bourreaux, à l'image des enfants soldats qui prennent (ou sont forcés de prendre) les armes et violentent après avoir vu les leurs être massacrés. C'est le spectacle d'une humanité déshumanisée, d'un monde tellement déstructuré que la seule loi qui prévaut est celle de la force brute. Un monde sans pitié, parce qu'on ne sait même plus quel est le sens de ce mot. Et pendant ce temps, à Kinshasa, « au lieu de se transformer en une démocratie, le régime de Kabila revint à un régime autoritaire, où tout tournait autour de la personne de Kabila » (p.466). L'Etat resta en même temps d'une faiblesse insigne, sans politique, sans appareil, sans projet. Pour ne pas s'aliéner ses principaux soutiens rwandais et ougandais, Kabila se mit à dos la communauté internationale. Puis il tourna le dos à ses parrains, parce que la haine des Tutsis s'était emparée de toute la population congolaise : « Chaque Tutsi était considéré comme un Rwandais et chaque Rwandais comme l'occupant » (p.470). Chassés, ceux-ci repartirent vers Kigali pour mieux revenir. La guerre connut trois phases. « Durant chacune de ces phases, le conflit a été marqué par les séquelles du génocide rwandais, la faiblesse de l'Etat congolais, la vitalité militaire du nouveau Rwanda, la surpopulation de la région autour des Grands Lacs, la perméabilité des vieilles frontières coloniales, l'accentuation des tensions ethniques due à la pauvreté, la présence de richesses naturelles, la militarisation de l'économie informelle, la demande mondiale de matières premières minérales, la demande locale d'armes, l'impuissance des Nations Unies et encore quelques autres aspects » (p.473).

Laurent-Désiré Kabila fut assassiné en 2001 et son fils, Joseph, fut installé à la hâte sur le trône. On le pensait marionnette, il s'avéra plus consistant que prévu. En décembre 2002, un accord de paix fut signé, qui impliquait le retrait du Rwanda et de l'Ouganda, mais engageait aussi tous les acteurs nationaux, y compris les criminels de guerre. L'accord était historique, il ouvrait à nouveau la fenêtre de l'espoir. La communauté internationale lui apporta son soutien et la Monuc, la force onusienne de maintien de la paix déployée au Congo, fut renforcée au point de devenir la plus importante opération de l'histoire des Nations Unies. Ce retour au calme ne signifia pas pour autant le changement de la culture politique, les nouveaux détenteurs du pouvoir s'arrogeant des privilèges dignes de l'ancien régime mobutiste. En outre, l'est du pays resta une zone de troubles, plus restreinte mais sans amoindrissement des souffrances. Quant à la population, elle n'eut souvent pour alternative que le refuge dans la bière ou la prière. Le marché de la première est florissant, l'une des rares terres d'investissement juteux, en dehors des ressources naturelles. Le marché de la seconde ne l'est pas moins, parce qu'il offre des repères, des échappatoires, un semblant d'ordre et de sens, un espace et une communauté où se retrouver et faire quelque chose de sa vie.

Des élections libres furent organisées en 2006, sous l'égide de la Monuc et d'une commission électorale indépendante, qui fit un travail remarquable. Leurs résultats ne permirent toutefois pas de clarifier la situation politique. Le pouvoir réel s'exerce dans l'entourage très proche du président, indépendamment des institutions démocratiques du pays. En termes d'économie, « on observe un léger progrès, mais de telles tendances ne sont en rien révélatrices de la vie de l'homme ordinaire » (p.546). Et celle-ci est bien peu florissante, le Congo appartenant au groupe des dix pays les moins développés du monde. Dans ce contexte, la Chine a fait son apparition, avec ses entreprises publiques aux moyens quasiment illimités : routes, téléphonie, numérique, banque, chemins de fer. Mais aussi commerce, avec la levée des taxes à l'importation et à l'exportation. « En réalité, il s'agissait d'un troc : des minerais contre des infrastructures » (p.565). Il est difficile de savoir si le marché est équitable, mais il est sûr que « la Chine a commencé à s'engager de façon structurelle et durable en Afrique, et cette présence va changer la face du monde durant le siècle à venir » (p.567).

Note

¹ Ce livre est remarquable à plus d'un égard : il propose *une* histoire originale, informée et engagée de cet immense pays d'Afrique, des prémices de la colonisation belge à aujourd'hui ; il le fait dans un style qui le rend accessible à un public plus large que celui des seuls spécialistes ; il mêle étroitement documents, entretiens, observations personnelles, enquêtes anthropologiques et journalistiques, littérature scientifique. On en conseille vivement la lecture.